



Monsieur Claude Wiseler
Président de la
Chambre des Député·e·s
Luxembourg

Luxembourg, le 3 juin 2026

Monsieur le Président,

Par la présente, nous nous permettons de poser une question à Monsieur le **Premier ministre** et à Monsieur le **Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur** concernant **l'extraction potentielle de ressources de pétrole et de gaz dans l'Arctique.**

La semaine dernière, une coalition d'institutions financières, de syndicats et de climatologues a lancé un appel à la Commission européenne afin de maintenir l'interdiction quant à de nouvelles extractions de pétrole ou de gaz naturel dans l'Arctique, alors que selon des reports dans la presse, l'Union européenne serait en train de revoir sa politique en la matière.

Les pourparlers d'un tel changement de politique avancent l'argument de la sécurité énergétique. Or, de nouvelles extractions en Arctique posent plusieurs problèmes et risques : elles risquent de devenir des cibles d'attaques hybrides de la part de la Russie, mettent en péril l'environnement et les écosystèmes face au risque de déversements et fuites, sont contraires aux objectifs de réduction de gaz à effet de serre et ne sauraient guère constituer une réponse à la crise énergétique actuelle vu le délai de développement de nouveaux projets estimé à plus de 10 ans. De plus, des doutes existent sur les quantités de ressources effectivement extractibles.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes :

1. **Quelle est la position du Gouvernement quant à l'exploitation de nouvelles ressources d'énergies fossiles dans l'Arctique ?**
2. **Le Gouvernement a-t-il des informations quant à un revirement de la politique européenne en matière de nouvelles extractions de pétrole ou de gaz dans l'Arctique ? A quel niveau des discussions sont actuellement menées à ce sujet ?**
3. **Par quels moyens concrets le Gouvernement s'engagera-t-il au niveau européen afin d'empêcher un changement de politique de la part de l'UE en vue d'une extraction de nouvelles ressources pétrolières dans l'Arctique ?**
4. **Le Gouvernement prendra-t-il ou s'associera-t-il à une initiative avec d'autres Etats-membres de l'UE afin de s'opposer à une telle révision de la politique énergétique européenne ?**

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

Joëlle Welfring
Députée

Sam Tanson
Députée